

METS TES PALMES

Appel à textes Mets tes palmes n°9

Face au silence des pantoufles, à vos palmes! Fascisme et antifascisme en Suisse romande

La revue féministe et queer *Mets tes palmes* lance, à l'occasion de son neuvième numéro à paraître en automne 2026, un appel à textes. Initialement organisée en un comité collectif qui s'occupait aussi de l'entièreté de la rédaction des articles, il nous a semblé nécessaire de changer de modèle afin de pouvoir faire lire et diffuser d'autres voix que les nôtres dans les temps inquiétants qui courent, qui semblent conformes à l'adage attribué¹ à l'écrivain suisse-alsacien Max Frisch: « Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles », en soulignant le danger d'un consentement silencieux, conformiste, aux évolutions fascistes d'une société.

En effet, depuis quelques années, nous assistons depuis notre Suisse (supposément) neutre et (idylliquement) préservée de l'autoritarisme à ce qui peut s'apparenter à une montée des fascismes dans certains pays occidentaux. Cette montée ne prend évidemment pas exactement les mêmes couleurs que celle des années 1920, qui avaient vu la mise en place de deux régimes proprement fascistes (le nazisme et le fascisme italien), mais affiche des ressemblances troublantes avec cette période, notamment dans les liens entre l'avidité capitaliste des classes bourgeoises et libérales dominantes et l'installation d'un pouvoir autoritaire et hautement répressif², raciste, familialiste, qui diabolise toute forme d'idéaux de gauche, même modérés – coucou « l'islamo-gauchisme » ! En 2017, le seuil de personnes vivant sous des régimes autocratiques dans le monde a dépassé les 50%, pour atteindre en 2024 le taux de 74%³. En Europe, outre notamment le basculement à l'extrême-droite de l'Italie en 2022 sous Giorgia Meloni, et le statu quo autoritaire hongrois depuis 2010 sous Victor Orban récemment interrompu, les partis d'extrême-droite sont maintenant largement dédiabolisés et font du coude-à-coude dans les élections avec les partis bourgeois-libéraux en Angleterre, en France, en Allemagne ou encore dans les pays scandinaves⁴. Mais qu'en est-il de la Suisse ?

On peut dire à cet égard qu'elle fut avant-gardiste: la mal nommée Union démocratique du centre (UDC) s'est dédiabolisée et a atteint le gouvernement bien avant les autres extrêmes-droites et droites extrêmes européennes: fondé en 1971, le parti qui n'agglomérait, à son programme xénophobe, raciste, familialiste, souverainiste et économiquement libéral, que 11,91% des voix en 1991 passe à 22,56% des voix en 1999, 26,68% en 2003, et enfin à 28,9% des voix en 2007, devenant ainsi le premier parti politique de Suisse, et ce pour toutes les élections depuis lors⁵.

Pourtant, difficile de faire admettre à tout un-e-x chacun-e-x (et c'est pas faute d'avoir essayé) que l'extrême-droite serait une force importante dans notre paysage politique. Pourtant, comme dit prudemment un livre collectif publié en 2007, « un parti comme l'UDC, s'il ne saurait pour sûr être désigné par des qualificatifs réducteurs, tel "parti d'extrême-droite", flirte néanmoins objectivement, par moments et au gré de ses campagnes d'affiches, avec la propagande diffusée par des partis situés bien plus à droite sur l'échiquier politique »; le parti serait donc « en tension entre les référents de la droite classique et des traits identitaires finalement guère éloignés de ceux que présentent les partis dits d'extrême-droite⁶. » D'une étrange manière, notre système fédéraliste et notre exécutif morcelé en sept ministères semble limiter toute considération sur le fait que la Suisse a bien pour majorité électorale, depuis 30 ans, un parti de droite-extrême, dont les liens avec l'extrême-droite, documentés depuis fort longtemps, sont un long « dérapage » contrôlé⁷. Le parti est même associé à une stratégie de dédiabolisation qui fait l'admiration de Marine Le Pen, confrères et soeurs⁸. Par ailleurs, la question de la collaboration suisse avec divers régimes fascistes au cours de l'histoire du XX^e siècle (spécial dédicace au doctorat *honoris causa* attribué par l'Université de Lausanne à Mussolini en 1937⁹ et à la collaboration bancaire entre la Suisse et le Troisième Reich révélée par le rapport Bergier¹⁰) ne semble pas avoir fondamentalement modifié l'opinion générale de la population, qui, si elle semble de moins en moins croire à l'idée d'une *neutralité* suisse – face à l'hypocrisie de dirigeant-es qui ne se déclarent neutres que pour vendre des armes à toutes les parties de divers conflits¹¹, notamment au mépris des rapports de l'O.N.U. sur le génocide à Gaza¹² – continue à percevoir comme positif le système fédéraliste et sa démocratie semi-directe. Il va sans dire que ce système fonctionne bien pour limiter

l'influence d'un seul parti ou d'une seule ligne politique, mais un tel argument obscurcit également la réalité de la vie vécue en Suisse par les populations les plus ciblées par les campagnes de l'U.D.C., à savoir: les personnes issues de l'immigration, en particulier arabes et noires; les personnes non-chrétiennes et en particulier musulmanes; les femmes et les personnes LGBT+, et ultimement, les personnes pauvres ou précaires.

Comme le documente le site internet nopa-saran.ch, l'U.D.C. ne fait que *déraper* vers l'extrême-droite qu'elle incarne non seulement par un programme de droite dure, mais une complicité avec les thèmes de l'extrême-droite européenne et mondiale: islamophobie incarnée par l'exemplaire initiative « Contre les minarets » de 2009 et les diverses initiatives contre le voile camouflé en interdiction de cacher son visage – bien pratique, également, pour criminaliser les manifestant·e·x·s –, refus récent de réhabiliter les Suisse·sse·x·s ayant combattu le fascisme, soutien à des groupes néo-nazis, thèses climatosceptiques, rhétoriques anti-trans¹³, et nous en passons d'autres¹⁴. Cependant, le parti a très bien mené une stratégie de respectabilisation en essayant d'écarter le plus possible les figures trop visiblement à l'extrême-droite afin de garantir un vernis acceptable, qui conforte le·a Suisse·sse·x moyen·ne·x dans son vote. Celui-ci passe largement par l'adoption d'une rhétorique populiste qui joue sur « un discours de défense des intérêts propres à l'égard de ceux qui mettent en péril l'identité nationale. [...] Alors qu'il serait inacceptable de formuler des discours racistes ou xénophobes, il semble légitime de défendre la nation contre ceux qui menacent son identité, son histoire, son idéal – que ces derniers viennent de l'extérieur ou d'"en haut" »¹⁵. Ainsi, l'Union démocratique du centre se présente comme simple

défenseuse des intérêts de citoyen·nes (appartenant à la communauté suisse blanche), face à un *establishment* politique (composé largement par les membres de leur parti), soutenant une restriction de l'immigration et des politiques libérales, teintée d'un goût pour la souveraineté nationale en matière économique (qui aboutissent à une diminution des minima sociaux et des aides aux plus précaires), cachant par là même leur racisme sous une façade bon chic bon genre, en instrumentalisant le féminisme et certaines causes gaies et lesbiennes selon les aléas de leurs campagnes électorales (fémo- et homonationalisme.)

Nous voulons donc nous intéresser aux perspectives sur la Suisse de ceux à qui nous ne donnons pas souvent la parole ; à *ces points de vue situés* dont les médias traditionnels ne nous parlent que peu, à part sous l'angle du fait divers: 6 hommes noirs ont perdu la vie depuis 2016 aux mains de la police vaudoise, il ne s'agit pourtant pas de bavures policières mais de violences policières¹⁶; le crime passionnel est un féminicide (29 décomptés en 2025¹⁷), les demandes d'autorisation à la commune pour la tenue de manifestations sont des atteintes au droit fondamental de manifester¹⁸, crucial pour la démocratie; les contrôles aléatoires sont des contrôles au faciès (la Suisse a d'ailleurs été condamnée par la CEDH en 2024 pour profilage racial¹⁹); les Centres fédéraux d'asiles ne sont pas des dispositifs d'accueil mais bien des dispositifs carcéraux (comme l'a montré l'anthropologue Megane Lederrey²⁰); la Suisse n'est pas neutre en ne condamnant pas les actions d'Israël à Gaza et en suspendant son soutien à l'UNRWA en plein génocide, là-aussi épinglée par Amnesty International²¹; la politique d'asile suisse discrimine entre autres spécifiquement les demandeur·euse·s d'asile sur la base d'une discrimination liée au genre et à l'orientation sexuelle²².

Malgré le ton plutôt universitaire de cet appel, adopté par souci de précision face à des enjeux importants, nous sommes ouvert·e·x·s à tout type de contribution écrites également par des personnes qui ne se définissent ni comme des journalistes ni comme des chercheuses.

Nous sommes intéressé·e·x·s par le point de vue des minorisé·e·x·s, des dominé·e·x·s sur cette Suisse qu'on peint si positivement du côté des dominant·e·x·s.

Les contributions doivent compter entre **5000 et 20000 signes espaces compris**, et peuvent prendre **une forme libre**: chronique, essai, article, (auto)fiction, écriture libre, poésies, entretien. Les contributions envoyées seront toutes lues mais l'espace du numéro est hélas limité: **les contributions retenues le seront pour leur qualité en termes de contenu, ainsi que par rapport aux autres contributions** et seront **défrayées de 300 CHF**, à envoyer à metstespalmes@proton.me avant le **31 juillet 2026**.

Il est demandé que les contributions suivent les **règles du discours scientifique** (sourcées correctement, lorsque sont abordés des chiffres, des citations, des références à d'autres travaux, etc.) et **une forme d'écriture inclusive** (nous considérons que le langage est évolutif et que chaque personne est libre de s'approprier notre charte disponible sur demande ou de proposer sa propre écriture inclusive.)

Nous sommes intéressé·e·x·s par des points de vue situés et minorisés.

La revue n'a pas peur d'afficher des articles complexes, mais s'inscrit dans un souci de **vulgarisation** de certains concepts ou de vocabulaire trop scientifique, notamment par l'adoption de glossaires ou des notes de bas de page explicatives, que nous pouvons tout à fait ajouter nous en relecture éditoriale.

Nous aimons lire autant de l'autofiction, de la fiction, de l'analyse politique que des articles de recherche ou journalistiques, donc prends la palme que tu connais le mieux!

- 1** L'origine exacte de la citation n'est pas connue, mais son attribution à un auteur suisse en dit long.
- 2** Voir à cet égard le livre de Johann Chapoutot sur la République de Weimar, *Les Irrésponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir?* Paris, Gallimard, 2025.
- 3** Ce chiffre est tiré du dernier rapport de l'Institut V-Dem: Nord, Marina, David Altman, Tiago Fernandes, Ana Good God, and Staffan I. Lindberg: "Democracy Report 2026: Unraveling The Democratic Era?" University of Gothenburg: V-Dem Institute, 2026, p. 10. Il ne s'agit évidemment pas de dire que la démocratie libérale est un idéal merveilleux: la Suisse et Israël partagent cette caractéristique... Mais ce rapport démontre des tendances générales dignes d'être mentionnées.
- 4** Voir les résultats par pays sur le site parties-and-elections.eu, qui recense toutes les dernières votations: en 2025, le parti centriste allemand (CDU) fait presque autant de voix (22,6%) que l'AfD (20,8%) aux élections législatives; tandis qu'en 2024 l'union de la gauche en France fait un peu moins de voix (28%) que le Rassemblement national (29,3%).
- 5** Damir Skenderovic, "Union démocratique du centre", trad. Florence Piguët, *Dictionnaire historique de la Suisse*, 2011, remanié. 2017, en ligne: <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017389/2017-03-20/>.
- 6** Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu (dir.), *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*, Lausanne, Antipodes, 2007, p. 12.
- 7** No-pasaran.ch; renversé.co.
- 8** Ragekit, "Comment l'UDC inspire Marine Le Pen", www.youtube.com, 27 février 2026.
- 9** Voir notamment Prezioso Stéfanie, « Doctorat honoris causa Benito Mussolini, histoire d'une mémoire chaude », *Laboratoire italien. Politique et société*, no 30, 2023, DOI: 10.4000/laboratoireitalien.10099.
- 10** Voir le site officiel de la Commission indépendante d'experts suisses – seconde guerre mondiale, dirigé par le professeur Bergier: <https://www.uek.ch/fr/index.htm>, consulté le 4 avril 2026.
- 11** Pascal Fleury, "Une neutralité à géométrie variable. Entretien avec Matthieu Gillabert", *Le Courrier*, 10 mars 2023, en ligne: <https://lecourrier.ch/2023/03/10/une-neutralite-a-geometrie-variable/>. Sur les exportations d'armes: Laurenz Naegeli, "Les exportations suisses vers l'entreprise d'armement israélienne Elbit se poursuivent", *heidi.news*, 23 janvier 2026, en ligne: <https://www.heidi.news/suisse/exclu-les-exportations-suisses-vers-l-entreprise-d-armement-israelienne-elbit-se-poursuivent>.
- 12** Voir ici: <https://news.un.org/fr/story/2025/09/1157475>, 16 septembre 2025.
- 13** Voir notamment Laurène Mesot, "«C'est un soulagement incroyable»: le Grand Conseil genevois refuse d'interdire les soins de transition de genre aux mineurs", *Le Temps*, 24 janvier 2026, en ligne, consulté le 4 avril 2026.
- 14** Voir www.no-pasaran.ch, et <https://rnvrs.co/UDC>, consultés le 4 avril 2026.
- 15** Thierry Herman et Stéphanie Pahud, "Stratégies discursives de banalisation d'un parti populiste suisse", dans Guillet Nicolas et Afiouni Nada, *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe: Sciences politiques*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2019, en ligne.
- 16** Collectif Sud Global, « Quand l'État policier tue. Vaud, miroir des violences coloniales en Suisse », *Contretemps*, 26.11.2025, <https://www.contretemps.eu/etat-policier-vaud-violences-coloniales-suisse/>, consulté le 04.04.2026.
- 17** www.contre-les-féminicides.ch, consulté le 4 avril 2026.
- 18** Amnesty International, "La situation des droits humains dans le monde", 2024, en ligne: <https://www.amnesty.ch/fr/sur-amnesty/publications/rapport-amnesty/annee/2024/l-effet-trump-accelere-la-crise-mondiale-des-droits-humains/rapport-annuel-la-situation-des-droits-humains-dans-le-monde-pdf-514-pages.pdf>, consulté le 4 avril 2026.
- 19** ATS, "La Suisse condamnée pour profilage racial par la Cour européenne des droits de l'homme", www.rts.ch, 20 février 2024, consulté le 4 avril 2026.
- 20** Morgane Lederrey, *Les Centres fédéraux d'asile*, Lausanne, La Veilleuse, 2026.
- 21** Amnesty, op.cit.
- 22** Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers, "Asile LGBTQ: la situation des personnes LGBTQ dans le domaine de l'asile", 2022, en ligne: <https://odae-romand.ch/2022/11/15/sortie-du-rapport-asile-lgbtqi/>.